



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## Comité permanent des finances

---

FINA • NUMÉRO 054 • 1<sup>re</sup> SESSION • 42<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mercredi 2 novembre 2016**

**Président**

L'honorable Wayne Easter



## Comité permanent des finances

Le mercredi 2 novembre 2016

• (1300)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.)):** La séance est ouverte.

Conformément au Règlement 108(2), nous étudions l'énoncé économique de l'automne 2016, que nous avons, je crois, tous entendu à la Chambre hier. Je crois comprendre, monsieur le ministre, que vous avez probablement un court exposé à faire, et par la suite nous passerons aux questions.

Je veux vous rappeler que nous devons absolument quitter la salle à 14 heures. Nous devons nous rendre à la période des questions, surtout M. le ministre.

Monsieur Morneau, vous avez la parole.

**L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances):** Je souhaite vous remercier, et puisque nous devons partir au plus tard à 14 heures, je m'en tiendrai à un exposé de 58 minutes.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Bill Morneau:** Merci, monsieur le président. Je suis heureux de m'adresser au Comité.

Hier, à la Chambre des communes, j'ai présenté l'énoncé économique de l'automne 2016, qui fait suite aux étapes initiales du budget de 2016 visant à créer une croissance à long terme en favorisant le renforcement et la croissance de la classe moyenne. Après tout, quand nous prenons des mesures pour assurer la croissance de la classe moyenne, tout le monde en profite. La demande des consommateurs s'accroît et les entreprises peuvent investir avec confiance, créant ainsi plus d'emplois.

Plus d'emplois bien rémunérés entraînent plus de débouchés. À la fin du mois, les Canadiens peuvent économiser davantage pour les études de leurs enfants, pour prévoir une retraite dans la dignité et pour se sentir plus en confiance quant à leur avenir. Encore mieux, l'économie dans son ensemble devient plus forte, résiliente et plus à même de se transformer en économie de l'avenir.

Je suis ravi de signaler que vous avons réalisé de remarquables progrès jusqu'à maintenant.

[Français]

Au cours de la dernière année seulement, nous avons instauré une baisse d'impôt pour la classe moyenne et haussé les impôts de la tranche du 1 % des personnes les plus riches pour aider à la financer.

Nous avons mis en oeuvre une Allocation canadienne pour enfants qui est simplifiée, libre d'impôt et plus généreuse. Neuf familles canadiennes sur dix reçoivent aujourd'hui des prestations plus élevées pour leurs enfants que ce qui était offert il y a un an, ce qui contribue à sortir des centaines de milliers d'enfants canadiens de la pauvreté.

Nous avons tenu notre promesse d'aider les Canadiennes et les Canadiens à bénéficier d'une retraite sûre et digne en renforçant le

Régime de pensions du Canada. Nous avons commencé à réaliser des investissements historiques dans le transport en commun, l'infrastructure verte et l'infrastructure sociale. Ces investissements contribuent aujourd'hui à créer des emplois bien rémunérés tout en renforçant l'économie du Canada de l'avenir.

En outre, nous avons facilité l'accès à l'université ou au collège pour les jeunes en bonifiant les bourses d'études canadiennes et en aidant les nouveaux diplômés à faire la transition vers le marché du travail. Cela leur accorde ainsi un répit avant de commencer à rembourser leurs prêts d'études canadiens.

[Traduction]

Il est maintenant temps de passer aux prochaines étapes de notre plan pour favoriser le renforcement de la classe moyenne et la croissance économique. Depuis le dernier budget, les prévisionnistes du secteur privé ont en moyenne révisé à la baisse leurs prévisions concernant la croissance du produit intérieur brut réel au Canada. Pour l'année 2016 dans son ensemble, les économistes du secteur privé prévoient maintenant une croissance de 1,2 % du PIB réel, ce qui est plus faible que la croissance de 1,4 % prévue dans le budget de 2016. Nous évoluons dans un contexte de faible croissance économique mondiale en raison de facteurs tels une croissance plus faible qu'anticipée aux États-Unis et l'incertitude attribuable au vote sur le Brexit au Royaume-Uni.

Nous avons besoin plus que jamais d'investissements qui susciteront une croissance durable et partagée. Bien que nous ayons l'intention d'avoir recours à notre capacité budgétaire pour atteindre cet objectif, nous agissons de manière responsable pour conserver l'avantage lié à une faible dette.

Comme le démontre notre énoncé économique, nous comprenons l'importance de faire les bons investissements aujourd'hui pour offrir aux Canadiens un avenir plus brillant et plus prospère. Voilà ce que font les pays ambitieux qui ont confiance en leurs moyens.

J'ai annoncé hier que, fort de notre première phase de financement en infrastructure, nous proposons l'ajout de 81 milliards de dollars, ce qui amène le total des investissements fédéraux dans les communautés canadiennes à plus de 180 milliards de dollars sur 11 ans: du jamais vu dans l'histoire du Canada.

Nous allons également établir une nouvelle banque de l'infrastructure canadienne dans le but d'offrir un financement novateur pour les projets à venir. La Banque de l'infrastructure du Canada aura pour fonction d'investir au moins 35 milliards de dollars dans les grands projets d'infrastructure, des projets qui ne pourraient peut-être pas voir le jour autrement. Les projets financés grâce à cette banque créeront des milliers d'emplois et généreront autant que 4 à 5 \$ en capitaux privés pour chaque dollar des contribuables investi.

Pour prospérer à l'avenir, nous devons également perfectionner l'avantage concurrentiel du Canada. Depuis une centaine d'années, le Canada est un pays commercial, mais dans le monde d'aujourd'hui, la concurrence est de plus en plus forte, et nous devons par conséquent déployer plus d'efforts pour nous assurer de demeurer pertinents à l'échelle mondiale et ainsi répondre aux exigences de l'avenir.

• (1305)

Par conséquent, il est temps de signaler clairement au monde entier que le Canada répond présent. En fait, nous sommes ici pour mener. Nous allons consacrer 218 millions de dollars sur cinq ans à la création d'un organisme Investir au Canada et nous embaucherons plus de délégués commerciaux pour que les investisseurs étrangers pensent au Canada. Cet organisme sera mis sur pied d'ici la fin 2017. Il sera présent à l'échelle internationale et travaillera en coopération avec les partenaires du fédéral, des provinces et des municipalités. Pendant que nous faisons la promotion du Canada à l'étranger, nous ferons aussi le nécessaire pour que notre cadre législatif puisse accueillir ces investissements, envoyant ainsi un message clair aux Canadiens et aux investisseurs potentiels sur les façons de travailler ensemble pour créer des emplois et des débouchés pour tous.

Enfin, nous continuerons à investir dans les ressources humaines, pour aider les entreprises à croître et à créer davantage de bons emplois pour les Canadiens. C'est exactement l'objectif de notre stratégie de talents mondiale. Nous aiderons les entreprises canadiennes novatrices à prendre de l'essor en attirant des travailleurs de calibre international dotés de compétences spécialisées et en demande.

Nous ferons tomber les barrières pour permettre aux travailleurs les plus talentueux du monde d'occuper des emplois temporaires ici au Canada, les aidant à se perfectionner et donnant à nos travailleurs accès à une expertise internationale. Je sais que les membres de ce Comité apprécieront que notre énoncé économique de l'automne contient également des mesures pour accroître la responsabilité relative aux dépenses gouvernementales, pour mettre un terme au secret entourant le Bureau de régie interne, et pour assurer l'indépendance de Statistique Canada et du directeur parlementaire du budget.

J'aimerais aussi répéter ce que j'ai dit hier à la Chambre et remercier les membres du Comité pour leurs travaux concernant les consultations prébudgétaires et pour leur service à l'égard des Canadiens. Je me réjouis à la perspective de continuer à travailler avec chacun d'entre vous pour renforcer la classe moyenne et créer un avenir meilleur.

[Français]

En conclusion, je dirais qu'il y a de cela un an, les Canadiens ont demandé un véritable changement.

Au cours de la prochaine année, je continuerai à promouvoir notre vision économique et à parfaire notre plan au profit des Canadiens d'une manière qui représente leurs points de vue et leur espoir pour l'avenir. J'ai hâte de rendre compte des résultats à l'ensemble des Canadiens lorsque nous déposerons le Budget 2017 et que nous présenterons les prochaines étapes de notre plan pour faire progresser la classe moyenne.

Je vous remercie.

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur le ministre, et bienvenue au sous-ministre, M. Rochon.

Passons maintenant aux questions, en commençant par M. MacKinnon.

[Français]

**M. Steven MacKinnon (Gatineau, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre et monsieur le sous-ministre, je vous remercie d'être ici parmi nous aujourd'hui. Je vous souhaite à nouveau la bienvenue au Comité permanent des finances.

Dans le cadre de nos consultations prébudgétaires qui ont eu lieu au cours des dernières semaines, nous avons entendu successivement le gouverneur de la Banque du Canada, le PDG de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, le directeur parlementaire du budget et vous-même. Il est clair que la croissance des pays de l'OCDE est anémique et qu'il est difficile de la faire augmenter.

Monsieur le ministre, je vous félicite pour votre décision de miser gros en de telles circonstances. Vous avez opté pour des investissements dans les infrastructures, à la fois avec nos partenaires provinciaux et municipaux, mais également avec cette nouvelle façon de financer les infrastructures qu'est la Banque de l'infrastructure du Canada. Je vous félicite pour votre souplesse et pour votre choix. Ces temps-ci, la situation n'est pas conventionnelle et de telles mesures sont requises.

J'aimerais que vous développiez davantage sur cette décision de miser sur les infrastructures comme outil de croissance. Dans l'éventail de choix qui s'offrent à vous, pourquoi avoir choisi les infrastructures? À ce moment-ci, au Canada, pourquoi est-ce la solution à envisager pour atteindre une croissance accélérée?

• (1310)

**L'hon. Bill Morneau:** Je vous remercie de la question.

Je voudrais d'abord dire que vous avez raison. Notre situation économique est bel et bien plus difficile, et ce, à cause de la situation mondiale et de la faiblesse de la croissance aux États-Unis. Par conséquent, il faut faire des investissements importants pour le Canada, les Canadiennes et les Canadiens.

Hier, nous avons présenté notre programme à long terme. Toutefois, dans le cadre de notre budget de 2016, nous avons entamé une première étape pour les familles canadiennes. Cette étape était très importante. Compte tenu de l'anxiété que ressentent les gens de la classe moyenne, ceux-ci doivent comprendre en quoi la croissance va être positive pour leur famille. C'est pourquoi nous avons opté pour une réduction des impôts de la classe moyenne et créé l'Allocation canadienne pour enfants. De cette façon, ces gens pourront envisager pour leur famille un avenir qui sera meilleur qu'il ne l'a été au cours des dix dernières années.

Pour ce qui est de notre plan à long terme, nous savons maintenant qu'il est très important d'investir dans l'avenir. La situation et le bilan du Canada sont bons grâce à des initiatives qui ont été prises au cours des années 1990 et juste après l'an 2000. Notre situation nous permet en effet de faire des investissements parce que notre niveau d'endettement par rapport à notre PIB est plus bas que celui des autres pays du G7. Telle est la situation où se trouve notre pays. Nous savons que les investissements en infrastructures sont la meilleure façon d'augmenter les impacts économiques. En effet, un investissement de ce genre nous permet d'accroître la croissance maintenant et, de surcroît, de faire en sorte que l'économie soit plus productive dans l'avenir.

C'est pourquoi nous avons choisi, pour maintenant et pour l'avenir, de faire des investissements très importants dans nos infrastructures. En outre, nous avons décidé d'augmenter nos efforts en ayant recours à une banque de l'infrastructure nationale. Celle-ci va permettre aux fonds de pension et aux investisseurs institutionnels de se joindre à nous pour améliorer la situation du Canada à l'avenir.

[Traduction]

**Le président:** Rapidement, s'il vous plaît.

[Français]

**M. Steven MacKinnon:** En réaction à votre discours, nous avons assisté hier à des manifestations d'orthodoxie de la part de nos amis de l'autre côté de la Chambre. Certains tiennent mordicus à un budget équilibré et évoquent la possibilité d'avoir des hausses d'impôt.

Or vous venez de nous parler de baisses d'impôt pour la classe moyenne. À l'heure actuelle, est-il question de hausses d'impôt?

**L'hon. Bill Morneau:** Comme je l'ai dit hier, il est important pour nous que les impôts de la classe moyenne soient réduits. Nous avons décidé que la situation de ces gens devait être améliorée. Il est vrai que nous avons changé le taux d'imposition des personnes les plus riches. Nous avons ajouté un niveau d'imposition pour ce 1 % de personnes, mais nous avons aussi réduit les impôts de neuf millions de Canadiens. En moyenne, cela permettra cette année à une personne qui vit seule de disposer de 330 \$ de plus. Ce montant sera de 540 \$ dans le cas des familles. Bref, nous avons fait des changements en matière d'impôts, et il s'agissait de réductions. C'était une étape importante pour les familles canadiennes.

• (1315)

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur le ministre.

Je cède la parole à M. Deltell de l'opposition officielle.

**M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC):** Merci, monsieur le président et monsieur le ministre, je suis très honoré de vous voir ici.

[Français]

Je souhaite également la bienvenue au sous-ministre.

Monsieur le ministre, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter des efforts que vous faites pour parler en français. Si vous le désirez, nous pourrions poursuivre cet échange dans cette langue.

Comme le temps dont je dispose est limité, je vais vous poser quelques brèves questions. J'aimerais que vos réponses le soient également. Êtes-vous d'accord pour fournir des réponses brèves à des questions brèves?

**L'hon. Bill Morneau:** On verra. Cela va dépendre du contexte.

**M. Gérard Deltell:** Je connais quelqu'un qui a déjà dit « on verra », mais c'est une autre histoire.

Monsieur le ministre, quelle est la date prévue pour l'atteinte du déficit zéro?

**L'hon. Bill Morneau:** Notre décision est vraiment d'investir dans le Canada. Ces investissements vont aider les familles canadiennes. C'est notre priorité. Nous avons décidé qu'il était très important de faire preuve de prudence sur le plan fiscal. C'est pourquoi nous avons expliqué aux Canadiens que notre niveau d'endettement par rapport à notre PIB était très important et qu'il allait diminuer au cours de notre mandat.

**M. Gérard Deltell:** Au sujet du retour au déficit zéro, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a dit hier que cela représentait un test de crédibilité pour le Canada.

Je vous pose donc à nouveau la question de nouveau. Pour quelle date et pour quelle année prévoyez-vous le retour à l'équilibre budgétaire?

**L'hon. Bill Morneau:** Pouvez-vous m'expliquer exactement quel est le ratio de la dette par rapport au PIB que vous jugez souhaitable? À l'heure actuelle, nous avons le ratio le plus faible des pays du G7.

**M. Gérard Deltell:** Monsieur le ministre...

**L'hon. Bill Morneau:** Nous savons qu'il est très important d'avoir un niveau de prudence fiscale, ce qui fait partie de notre programme. En même temps, nous allons faire des investissements qui vont aider notre économie. Partout à travers le monde, les gens pensent que notre programme est vraiment le meilleur pour améliorer la situation que nous vivons.

**M. Gérard Deltell:** Ce ne sont pas...

**L'hon. Bill Morneau:** C'est pour cela que Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international, a dit ce qui suit:

[Traduction]

elle espère que le monde entier imitera nos programmes parce qu'elle reconnaît que ceux-ci sont nécessaires en temps de faible croissance économique.

[Français]

**M. Gérard Deltell:** Je tiens à vous rappeler que ce n'est pas Mme Lagarde, ni tous les citoyens à l'étranger qui vont payer pour l'endettement que vous aller faire subir aux Canadiens.

Il y a une autre réalité à considérer quand vous parlez du ratio au sujet de la dette par rapport au PIB. À cet égard, je vous remercie de rendre hommage à l'héritage du gouvernement conservateur qui vous a laissé la maison en ordre.

Je vous pose à nouveau la question. En quelle année exactement allez-vous atteindre le retour à l'équilibre budgétaire? C'est la troisième fois que je vous pose la question. Nous voulons que vous nous donniez une date.

[Traduction]

**L'hon. Bill Morneau:** Peut-être que je peux me prononcer en anglais et en français. Nous avons toutes les raisons de croire que notre programme s'avérera, en effet, le bon programme pour le Canada. Nous investissons dans notre économie, tout en étant fiscalement prudents. Nous veillerons à ce que le niveau de la dette par rapport au PIB soit réduit pendant notre mandat.

Nous savons que les Canadiens ont voté pour nous parce qu'ils souhaitent une croissance plus élevée à l'avenir par rapport à la croissance de la dernière décennie, et c'est ce que nous nous employons à concrétiser. Nous nous employons à améliorer le Canada pour les Canadiens de la classe moyenne et pour ceux qui souhaitent un meilleur avenir pour leurs enfants.

**M. Gérard Deltell:** Monsieur le ministre, avec tout le respect que je vous dois, en votant pour vous, les Canadiens ont voté pour votre programme. Dans votre programme, il est question d'un petit déficit de 10 milliards de dollars s'échelonnant sur quelques années et d'un retour à l'équilibre budgétaire dans la quatrième année. Je vous pose la même question pour la quatrième fois, répondez en français ou en anglais, comme vous voulez: à quelle date proposez-vous de revenir à l'équilibre budgétaire, au déficit zéro? À quelle date?

**L'hon. Bill Morneau:** Eh bien, je répète qu'il est important de faire preuve de prudence sur le plan budgétaire. Avec un très bon bilan financier, nous devrions faire ce qu'il faut pour l'avenir du Canada et pour tous nos enfants afin de veiller à ce que notre économie croisse, et qu'elle offre emplois et débouchés. Voilà ce qui nous occupe. Nous agissons de manière responsable sur le plan budgétaire en continuant de faire croître l'économie et de réduire le niveau de la dette par rapport au PIB au fil du temps.

[Français]

**M. Gérard Deltell:** Monsieur le président, les Canadiens constatent que, malgré les quelques tentatives que j'ai faites pour obtenir cette information, le ministre des Finances n'a strictement aucune idée qui pourrait nous indiquer à quel moment il va revenir à l'équilibre budgétaire.

Pourtant, tout juste avant les élections, ce parti s'était engagé à revenir à l'équilibre budgétaire dans trois ans, mais ce ne sera pas le cas.

Comment vous sentez-vous d'avoir trahi la confiance de la population à ce sujet?

**L'hon. Bill Morneau:** Les Canadiens et les Canadiennes veulent une situation qui soit meilleure que celle qui existe à l'heure actuelle. Heureusement, ils comprennent que les investissements que nous sommes en train de faire et que nous ferons à l'avenir au chapitre des infrastructures sont très importants. C'est notre programme pour améliorer notre situation.

En même temps, nous pouvons être certains que les familles vont être dans une meilleure situation à cause des changements que nous avons apportés, notamment par les baisses d'impôt et l'Allocation canadienne pour enfants. C'est un programme qui va fonctionner pour la classe moyenne et pour les familles canadiennes à travers notre pays.

• (1320)

[Traduction]

**Le président:** Merci à vous deux.

Monsieur Caron, allez-y.

[Français]

**M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPD):** Merci beaucoup.

Monsieur le ministre et monsieur le sous-ministre, je vous souhaite la bienvenue.

[Traduction]

Hier à la Chambre, je vous ai demandé à quel endroit dans le programme du Parti libéral il est question de l'engagement à privatiser les actifs publics, à privatiser les revenus tirés de ces actifs publics ou à réinvestir dans l'infrastructure des revenus tirés des péages et des frais d'utilisateur.

Avant d'entendre vos réponse, j'aimerais revenir sur ce que Paul Wells a écrit aujourd'hui dans le *Toronto Star*:

Les revenus, s'ils sont générés, contribueront au financement de très grands projets d'infrastructure, desquels les investisseurs attendront un rendement suffisant pour justifier l'investissement... Quel genre de rendement? Cela dépendra de l'ingéniosité des promoteurs. Des tarifs d'électricité et des compteurs d'eau, si c'est ce que l'on construit. Le développement immobilier le long des routes sera plus intéressant parce que les routes et chemins de fer recevront un appui. Eh oui, des péages routiers comme sur la 407...

J'aimerais savoir où dans le programme libéral on retrouve l'engagement de privatiser les actifs ou les revenus tirés des actifs ou l'engagement visant à imposer des péages ou des frais d'utilisation,

parce que c'est ce dont il est question quand on parle de rendement de l'investissement. Pourquoi n'en avez-vous pas parlé pendant la campagne électorale?

Les Canadiens ont voté en faveur de petits déficits pour investir dans l'infrastructure publique. Maintenant ils se retrouvent avec de grands déficits pour financer la privatisation d'actifs qu'ils ont payés pendant toutes ces années.

**L'hon. Bill Morneau:** Merci de la question, qui me permet d'étayer les commentaires que je fais à la Chambre des communes.

Selon moi, les Canadiens ont fait un choix positif axé sur la confiance il y a un an. Au lieu d'élire un gouvernement qui se concentrerait sur l'équilibre budgétaire, ils en ont élu un qui allait investir dans l'avenir du pays. Durant la campagne électorale, nous avons indiqué très clairement que nous investirions beaucoup dans les infrastructures, et nous avons justifié cette décision. L'objectif consiste à créer des emplois bien rémunérés qui se traduisent par une économie plus productive à long terme.

**M. Guy Caron:** Monsieur le ministre, cela ne répond pas à ma question. Je n'ai...

**L'hon. Bill Morneau:** J'étais sur le point de vous répondre.

**M. Guy Caron:** Je n'ai que cinq minutes, et je vous ai demandé où se trouvait cet engagement dans le programme électoral libéral.

**Le président:** Le ministre dispose du même temps que vous avez pris pour poser la question. Il lui reste donc environ 30 secondes pour terminer sa réponse.

**L'hon. Bill Morneau:** Nous avons élaboré un programme d'investissement en infrastructures. Pour en faire encore plus et pour améliorer l'économie et l'infrastructure, nous invitons les gestionnaires de fonds de pension et les investisseurs institutionnels à participer aux projets qui sont pleins de bon sens. C'est l'approche qui va entraîner les meilleures retombées à long terme pour le pays. Nous allons appuyer les projets transformateurs qui auront la meilleure incidence sur l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.

**M. Guy Caron:** Je vois que vous pesez vos mots avec soin.

[Français]

Il y a moyen d'avoir un débat raisonnable sur la privatisation des actifs publics. Quant à nous, nous y sommes opposés. De façon générale, les conservateurs y sont favorables. En ce qui a trait aux libéraux, on ne savait pas quelle était leur position à ce sujet et cela n'a pas été clair, surtout lors de la campagne électorale.

[Traduction]

Si les libéraux avaient été honnêtes durant la campagne électorale et avaient dit qu'ils imposeraient des péages, des frais d'utilisateur et la privatisation des infrastructures publiques afin d'y réinvestir, la population aurait peut-être fait un autre choix. Mais les libéraux ont plutôt parlé d'enregistrer des déficits pour permettre au gouvernement d'investir et de renouveler les infrastructures.

Je vous pose la question à nouveau, monsieur le ministre. Où est-il fait mention de privatisation, de frais d'utilisateur et de péage dans votre programme électoral?

J'ai aussi remarqué que depuis ce temps, vous préférez parler de recyclage ou de revitalisation des actifs, voire de dynamisation fondée sur la participation institutionnelle au capital, qui est la nouvelle expression qu'on entend maintenant. Tous les économistes et tous les gens qui s'y connaissent dans le domaine savent qu'il s'agit de mots accrocheurs qui se rapportent à la privatisation, aux frais d'utilisateur et au péage. Parmi ceux-là figurent Andrew Coyne et M. Steven Gordon, qui faisait la même observation.

Je vous le redemande: où se trouve cet engagement en matière de privatisation, de rationalisation ou d'imposition de péages et de frais d'utilisateur?

• (1325)

**L'hon. Bill Morneau:** Je comprends votre question. Je peux seulement répéter que nous nous sommes engagés à investir dans l'infrastructure. Nous croyons qu'il s'agit d'un engagement important pour les Canadiens. Nous reconnaissons que pour en faire davantage, nous devons travailler en partenariat. Les gestionnaires de fonds de pension qui participent au financement nous permettent d'en faire plus, en nous donnant accès à des capitaux extérieurs qui favorisent la création d'emplois et d'infrastructures plus durables au Canada. C'est une approche positive que nous cherchons à appliquer de diverses manières.

La banque de l'infrastructure du Canada jouit d'une capitalisation énorme, qui s'élève à 35 milliards de dollars. Nous allons trouver des projets sur lesquels nous pouvons travailler ensemble, sans que les actifs du gouvernement n'entrent en jeu. C'est l'approche que nous allons mettre en oeuvre au cours des prochaines années et qui sera la plus profitable pour notre économie, pour la création d'emplois et pour de meilleures infrastructures à long terme.

**Le président:** Merci à vous deux.

La parole va maintenant à M. Sorbara.

**M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.):** Merci monsieur le président.

Bienvenue, monsieur le ministre.

Notre plateforme l'année dernière prévoyait des investissements en infrastructure. J'aime l'envisager comme un plan d'investissement pour le Canada et les Canadiens, un plan pour jeter les bases d'une croissance économique durable et plus inclusive.

En toute franchise, il s'agit d'un plan pour créer des emplois et pour veiller à créer un avenir brillant pour mes filles, Eliana et Natalia, qui sont actuellement à la maternelle.

Monsieur le ministre, j'ai deux questions à vous poser.

La première porte sur le carrefour d'innovation. Notre capacité à soutenir la concurrence dans les marchés mondiaux est fondée sur notre capacité d'attirer la crème de la crème de la main-d'oeuvre, et je pense qu'un tel carrefour y contribuera largement. C'est une première étape importante. J'aimerais connaître votre point de vue à propos des changements que nous avons apportés pour permettre aux étrangers ou aux non-Canadiens de venir travailler au Canada plus facilement.

Je vous pose ma deuxième question avec un peu de contexte. Récemment, le gouverneur de la Banque du Canada, d'anciens gouverneurs, et de récents anciens présidents de la Réserve américaine ont tous parlé du besoin d'investir en infrastructure. Notre plan, à mon humble avis, est un plan visant des résultats à court terme et, encore plus important, à long terme, une vision qui manquait au gouvernement précédent.

Récemment, M. Poloz, en parlant de notre capacité budgétaire, a dit que nous disposions d'une bonne marge de manoeuvre pour investir dans la création d'une infrastructure qui nous permettra d'avoir une trajectoire de croissance plus forte et durable.

Voilà mes deux questions, et j'aimerais vous entendre là-dessus.

Merci.

**L'hon. Bill Morneau:** Je répondrai d'abord à votre première question, sur les mesures que nous mettons de l'avant.

Notre pays est un exemple de réussite, grâce à des fondations très solides, une main-d'oeuvre instruite, et une diversité qui nous sert bien. Nous reconnaissons que le Canada est une destination intéressante pour les entreprises étrangères souhaitant investir.

Jusqu'à présent, nous avons connu des succès cette année. Thomson Reuters a déménagé son siège social ici. General Motors, General Electric et Microsoft ont investi au Canada cette année.

Nous savons qu'il est possible de faire mieux. Nous savons qu'il est primordial d'être présents pour aller chercher les investissements qui créeront des emplois au Canada. Nous savons qu'il est essentiel de déployer des efforts systématiques pour veiller à la coordination des ordres fédéral, provinciaux et municipaux pour garantir les plus fortes retombées.

C'est pourquoi nous avons décidé d'investir dans un organisme qui aura une incidence à cet égard. Nous croyons qu'elle pourra entraîner des retombées considérables pour les emplois et pour notre économie ici même.

L'une des autres choses qui contribuent à accroître la confiance des entreprises quand elles envisagent de s'installer ici, c'est la stratégie en matière de compétence mondiale que nous avons élaborée. Nous sommes allés à la rencontre des entreprises canadiennes dans le secteur de l'innovation et à la rencontre d'entreprises internationales qui envisagent de s'installer ici. Elles nous ont dit que le recrutement des travailleurs talentueux est de la première importance pour elles. Pour ces entreprises, il peut être fondamental de recruter un employé qui possède les compétences clés pour les aider à investir davantage au Canada et à créer plus d'emplois ici.

Nous avons décidé de les aider à recruter rapidement en garantissant de pouvoir faire venir les travailleurs ici dans un délai de 14 jours. S'agissant des travailleurs temporaires pouvant contribuer à leurs activités, les entreprises pourront les faire venir ici rapidement pour de courts séjours. Voilà des mesures qui changeront réellement les choses pour les entreprises. Ces mesures sont primordiales; elles aideront notre économie à croître et à créer des emplois.

Les observations en matière d'infrastructure de nombreux acteurs de partout dans le monde cadrent avec nos plans. Nous savons que, surtout au Canada, étant donné notre situation budgétaire, nous avons la capacité de faire ces investissements. Voilà pourquoi nous investissons en infrastructure. Voilà pourquoi les Canadiens ont préféré le plan d'investissement, par rapport à l'autre choix: l'austérité. Nous savons que nous avons la capacité d'investir pour entraîner de réels changements. Je pense que nous serons tous ravis à l'avenir d'avoir une économie plus productive par rapport à la situation actuelle.

• (1330)

**M. Francesco Sorbara:** Merci, monsieur le ministre. Merci, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Albas, à vous la parole.

**M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC):** Merci, monsieur le président.

Merci d'être avec nous aujourd'hui, monsieur le ministre.

Tout d'abord, vous avez été élogieux à l'égard du Comité, plus particulièrement à propos des consultations prébudgétaires. Merci.

Prenez-vous au sérieux les recommandations émanant de ce Comité au moment de l'élaboration du budget?

**L'hon. Bill Morneau:** Je prends au sérieux les considérations de toutes les sources. Nous allons légitimement à l'écoute des Canadiens. Nous savons que ce Comité constitue une source importante de renseignements, non seulement en raison de vos propres opinions, mais aussi en raison des opinions que vous entendez; c'est donc clair que nous considérons les points de vue de tous les Canadiens.

**M. Dan Albas:** D'accord. Encore une fois, nous sommes élus pour représenter le peuple, alors j'espère que vous ne nous considérez pas sur le même pied d'égalité que d'autres parties prenantes, parce que nous avons abattu beaucoup de travail. Nous sommes mandatés par la Chambre des communes pour exécuter ce travail pour votre compte, donc j'espère que vous prenez les recommandations au sérieux.

Croyez-vous que les parlementaires peuvent faire un bon travail quand vient le temps de présenter des arguments convaincants que vous pourrez prendre en considération pour votre budget?

**L'hon. Bill Morneau:** Encore une fois, je vais répondre. Je prends le temps passé avec le Comité très au sérieux. Je pense qu'il est important d'entendre les opinions des membres du Comité. Je reconnais que vous entendez des témoins, qui viennent ici vous présenter leurs points de vue, donc vous représentez non seulement vos propres opinions, mais aussi celles des personnes qui viennent vous rencontrer. Je reconnais que vous retournez tous dans vos circonscriptions, tout comme moi, et que les gens vous parlent.

**M. Dan Albas:** Monsieur le ministre, si nous préparons un rapport ici, trouverez-vous cela utile ou pas, oui ou non?

**L'hon. Bill Morneau:** Une fois de plus, ma réponse sera la même. Je vais respecter les travaux de ce comité. Ils constitueront une partie importante de nos délibérations.

**M. Dan Albas:** J'espérais que vous disiez simplement oui, car cela montrerait le respect que vous avez pour les gens qui nous ont élus et pour la Chambre qui nous a confié cette fonction.

Je vais toutefois passer à la suite.

L'autre jour, nous avons reçu le président de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, et il nous a dit qu'il disposait déjà de tous les outils dont il a besoin pour investir dans l'infrastructure au Canada. Pourquoi pensez-vous avoir besoin d'une banque de l'infrastructure?

**L'hon. Bill Morneau:** Voyez-vous un inconvénient à ce que je vous réponde en plus d'une seconde? Il s'agit là d'une question d'envergure.

**M. Dan Albas:** J'aimerais simplement une réponse qui me laissera, je l'espère, assez de temps pour vous poser quelques autres questions par la suite.

**L'hon. Bill Morneau:** Laissez-moi vous dire ce dont ils ont besoin, car nous avons été partout pour consulter les représentants des fonds de pension. Nous avons parlé aux gens de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada ainsi qu'à d'autres fonds de pension, au Canada. Ils nous ont dit qu'ils avaient besoin de plusieurs choses. Ils ont besoin d'une liste ou d'une réserve de

projets. Ils ont besoin de travailler avec une organisation qui puisse leur fournir ces projets pour qu'ils aient une idée du type d'investissement qu'ils peuvent faire à long terme.

Ils nous ont qu'ils avaient besoin d'un groupe de personnes, au sein d'une institution, avec lesquelles ils pourraient passer des contrats pour être en mesure de savoir comment organiser judicieusement leurs investissements à long terme.

**M. Dan Albas:** Donc...

**L'hon. Bill Morneau:** Ils nous ont dit avoir besoin d'un organisme qui puisse les aider à travailler avec le gouvernement, et qui soit séparé du gouvernement, afin de réduire leur risque politique à long terme.

**M. Dan Albas:** Effectivement, pour que nous...

**L'hon. Bill Morneau:** Ils nous ont dit, également, avoir besoin de projets d'envergure, de projets où le gouvernement provincial pourra travailler avec les provinces et les municipalités.

**M. Dan Albas:** Très bien. Monsieur le ministre...

**L'hon. Bill Morneau:** Il y a de multiples raisons pour lesquelles nous avons décidé qu'il fallait créer une institution capable de mettre toutes ces choses à profit au nom de l'Office d'investissement du RPC et d'autres fonds de pension qui verront l'occasion de faire véritablement changer les choses, avec nous, dans le dossier de l'infrastructure.

**Le président:** D'accord. Je vous accorderai un peu plus de temps, Dan. Ne vous en faites pas.

**M. Dan Albas:** Merci, je vous en sais gré.

Nous avons PPP Canada qui fonctionne de manière indépendante. Cette société d'État existe pour faciliter les partenariats public-privé. Pourquoi donc créer une entité dont il faudra plus de cinq ans pour établir la gouvernance, à l'extérieur de votre mandat? Pourquoi avons-nous besoin de bureaucratie supplémentaire pour traiter d'un dossier — l'infrastructure — alors que les années précédentes nous ont prouvé que c'est un dossier dans lequel on ne peut pas avancer rapidement?

• (1335)

**L'hon. Bill Morneau:** Nous admettons que pour en arriver à de grands projets transformationnels nous permettant de travailler en partenariat avec des fonds de pension et des investisseurs institutionnels, nous devons nous pencher sur les besoins de ces institutions. Leurs besoins sont différents de ce que nous avons actuellement. Ils ont besoin d'une institution qui soit indépendante du gouvernement, qui constitue une réserve de projets et qui ait l'expertise nécessaire pour développer les compétences contractuelles et la capacité de co-investir avec ces investisseurs pour qu'ils puissent diminuer le risque politique par la même occasion.

Il s'agit d'une idée qui va avoir des retombées majeures ici, au Canada. Je m'attends à ce que cette idée soit reprise ailleurs, dans d'autres pays qui voudront avoir un maximum d'influence sur leurs besoins en matière d'infrastructure.

**M. Dan Albas:** Que fera la banque de l'infrastructure qui sera différent de ce que PPP Canada fait déjà?

**L'hon. Bill Morneau:** Toutes les choses que je viens tout juste de vous citer.

**Le président:** Avez-vous une autre petite question supplémentaire?

**M. Dan Albas:** Oui. Nous avons reçu les représentants du régime de pensions et je me suis également entretenu avec des fonctionnaires, pendant la dernière législature. Ils croient que, dans l'intérêt des retraités, il faut diversifier les possibilités de croissance à l'extérieur de l'économie canadienne. Même M. Barton, lorsqu'il a témoigné devant notre Comité, était d'accord pour dire que les régimes de pensions au Canada cherchent à investir à l'étranger pour ces mêmes raisons. Il a également souligné l'importance de l'indépendance de leur structure de gouvernance ainsi que l'importance de l'absence d'ingérence politique. Vous avez dit que vous leur aviez déjà parlé...

**Le président:** Avez-vous une question à poser?

**M. Dan Albas:** Vous engagez-vous, monsieur le ministre, à ne pas essayer de les influencer sur le plan politique ou leur imposer de contraintes qui risqueraient de mettre en danger l'argent investi par leurs retraités?

**Le président:** Monsieur le ministre?

**L'hon. Bill Morneau:** Oui.

**Le président:** Madame O'Connell, c'est votre tour.

**Mme Jennifer O'Connell (Pickering—Uxbridge, Lib.):** Merci, monsieur le président, et merci à vous, monsieur le ministre, d'être des nôtres.

J'ai plusieurs questions à vous poser, alors je commencerai dès maintenant.

Ne vous en déplaise, certains de mes collègues ont indiqué lors des consultations prébudgétaires que l'infrastructure sociale et l'infrastructure verte ne permettaient pas de stimuler l'économie autant que la construction des routes et des ponts. Je ne suis pas d'accord avec cela. Dans certains cas, l'infrastructure sociale, comme le logement sûr, peut être doublement avantageuse. Il y a non seulement la construction des logements, mais nous savons qu'un logement sûr s'accompagne d'une sécurité d'emploi, dans bien des cas.

Nous avons également beaucoup entendu parler du vieillissement de la population active, mais nous savons aussi que les femmes et les communautés autochtones sont sous-représentées au sein de ladite population. Comme exemple d'investissements dans l'infrastructure sociale, je citerais le logement ou les places de garderie ou, honnêtement, la salubrité de l'eau dans les communautés autochtones.

Pourriez-vous nous en dire plus long et nous parler davantage du lien qui existe entre les investissements dans l'infrastructure sociale et le fait que ce soit non seulement la chose morale à faire, mais aussi que ce soit bon pour la croissance économique?

**L'hon. Bill Morneau:** Merci.

En regardant nos plans en matière d'infrastructure, nous avons voulu très clairement reconnaître le besoin d'avoir différents types d'infrastructure pour que l'exercice soit efficace. Hier, nous avons évoqué notre besoin de faire des investissements importants dans les réseaux de transport en commun, dans les transports, car nous reconnaissons qu'ils sont très importants pour le commerce. Il est important que les Canadiens puissent se rendre de leur résidence à leur lieu de travail. Nous avons réalisé des investissements d'envergure dans les corridors commerciaux, car nous savons qu'ils jouent un rôle particulièrement important pour l'efficacité des entreprises plus particulièrement.

Ce sont là des choses auxquelles les gens pensent plus facilement lorsqu'on leur parle d'infrastructure, mais votre argument est tout à fait valide. Je repense à l'époque où j'étais président de l'hôpital

St. Michael's et les docteurs me disaient toujours que lorsqu'on pense aux soins de santé, il faut penser au logement d'abord. Pour notre économie, il est fondamental de pouvoir fournir un logement aux personnes pour qu'elles puissent participer efficacement à la population active et pour qu'elles puissent effectivement bénéficier des bienfaits de ce que nous essayons de créer en investissant dans la croissance.

L'infrastructure sociale, la construction de logements, peut être une base importante qui permet à notre économie de réussir. C'est une des principales raisons pour lesquelles nous avons réalisé un investissement majeur dans ce domaine. Nous croyons qu'en créant des logements, nous pouvons en réalité générer une croissance économique immédiate côté emplois, mais aussi côté stabilité économique à long terme.

Pour ce qui est de l'infrastructure verte, je crois que nous savons tous que la vie ne serait pas aussi agréable si nous n'avions pas une infrastructure de traitement des eaux usées en bon état. Alors que nous ressentons les retombées des changements climatiques qui se produisent partout au pays, nous devons penser à la façon d'y faire face. Il est très important d'avoir l'infrastructure qui nous permette d'y arriver. Nous allons continuer à penser à tous les types d'infrastructure comme étant aussi importants les uns que les autres pour bâtir une économie gagnante pour aujourd'hui, mais aussi pour les générations à venir.

● (1340)

**Mme Jennifer O'Connell:** Pour ce qui est de ma deuxième question, moi qui ai été conseillère municipale pendant 10 ans — et d'ailleurs je m'excuse auprès de mes collègues qui ont probablement déjà entendu cela à maintes reprises — je m'en voudrais de ne pas dire que j'ai déjà vu que la FCM, la Fédération canadienne des municipalités, était très emballée par la banque de l'infrastructure. Je sais que la première question qu'on me posera à mon retour ou lorsque je rencontrerai un de mes anciens collègues du conseil sera de savoir comment ils peuvent avoir accès à ces fonds, quel est l'échéancier établi et, plus précisément, s'il y a un volet qui concerne vraiment les investissements verts et les énergies renouvelables. Je sais que dans ma municipalité, lorsque je siégeais au conseil, quand il nous fallait choisir entre réparer un pont absolument essentiel qui était arrivé à la fin de son cycle de vie ou moderniser notre flotte de déneigeuses, c'était peut-être de très bonnes choses à faire, mais nous n'en avions pas nécessairement les moyens.

Va-t-on se concentrer sur les projets qui vont nous aider dans ce monde en transformation? Pour ce qui est des changements climatiques et de l'adaptation, va-t-il y avoir un financement précis pour aider les municipalités à se concentrer sur des projets de la sorte qui ne font peut-être pas partie de leurs priorités?

**L'hon. Bill Morneau:** C'est une bonne question. Je pense que la meilleure façon d'y répondre est de souligner que notre plan d'infrastructure est un plan important. C'est un plan qui s'accompagne de sommes considérables pour les catégories dont j'ai parlé dans ma dernière réponse. Il y a également la Banque de l'infrastructure du Canada pour laquelle nous avons prévu un financement de 15 milliards de dollars et de 20 milliards sous forme de capitaux remboursables.

Il y aura des projets qui seront absolument parfaits pour la banque de l'infrastructure. Il y aura de nombreux projets d'infrastructure qui ne seront pas appropriés pour cette banque, car ils ne sont pas assez importants pour intéresser les caisses de retraite.

Au cours des derniers jours, j'ai parlé à un grand nombre de maires dans tout le pays, notamment à ceux d'Edmonton, Calgary, Montréal, Québec, Toronto et Ottawa. Ils étaient tous très enthousiastes non seulement en raison des projets de transformation, mais aussi parce qu'ils se rendent compte que s'ils peuvent réaliser ces projets d'une manière qui leur permette d'avoir accès à d'autres sources de financement, il leur restera plus d'argent pour faire ce qu'ils ont besoin de faire, qu'il s'agisse de réparer des flottes de chasse-neige ou d'entreprendre d'autres projets municipaux.

Nous pensons que cela va amplifier les retombées économiques. Cela aura un énorme effet sur les municipalités et leur donnera la capacité de faire davantage de choses pour les citoyens.

**Le président:** Je dois vous interrompre, monsieur le ministre.

Allez-y, monsieur Liepert.

**M. Ron Liepert (Calgary Signal Hill, PCC):** Merci, monsieur le ministre. Comme les autres, je vais tâcher de poser des questions aussi brèves que possible.

Est-ce que cela vous dérange personnellement qu'il n'y ait pas de plan pour équilibrer le budget? Pour vous simplifier la vie, je vous donne des choix de réponse: oui, non, un peu, pas vraiment.

**L'hon. Bill Morneau:** Je tiens à répéter, non seulement à l'intention du Comité, mais aussi pour les Canadiens, que c'est important pour moi personnellement. C'est important pour notre gouvernement d'être responsable sur le plan financier. Nous savons...

**M. Ron Liepert:** Oh...

**L'hon. Bill Morneau:** ... que pour être responsables sur le plan financier, nous devons aussi investir dans notre économie, et c'est ce que nous faisons. Nous le faisons d'une manière à pouvoir conserver un bilan très fort au fil du temps. C'est l'engagement que nous avons pris envers les Canadiens, et que nous allons tenir.

**M. Ron Liepert:** Donc cela ne vous dérange pas de présenter un déficit de 30 milliards de dollars comme étant « responsable sur le plan financier »?

**L'hon. Bill Morneau:** J'aimerais rappeler à tous la décision que les Canadiens ont fait il y a un an. Ils avaient à choisir entre l'équilibre budgétaire que promettaient les deux partis représentés à ma droite ou des investissements confiants dans notre avenir.

**M. Ron Liepert:** Permettez-moi de vous rappeler que le choix qui leur était offert était entre un budget équilibré ou un très petit déficit de 10 milliards de dollars, pas de 32 milliards de dollars, monsieur le ministre. Tenons-nous-en aux faits.

• (1345)

**Le président:** Monsieur Liepert, le ministre a la parole.

Veuillez continuer, monsieur le ministre.

**L'hon. Bill Morneau:** Nous avons été élus avec le mandat de faire des investissements. Nous reconnaissons également que la croissance est faible. Nous reconnaissons aussi les défis mondiaux; la croissance aux États-Unis est plus lente que prévu, ce qui cause d'importantes difficultés au niveau international, mais nous reconnaissons que nous continuons à pouvoir faire une réelle différence dans la vie des Canadiens, et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

**M. Ron Liepert:** Très bien. J'aimerais revenir à ce que vous avez répondu tout à l'heure à mon collègue. En gros, vous avez dit qu'il est plus important de créer des emplois que d'équilibrer le budget. D'accord, c'est votre opinion, mais le directeur parlementaire du budget dit qu'aucun nouvel emploi n'a encore été créé. Comment pouvez-vous concilier ces deux affirmations?

**L'hon. Bill Morneau:** Je suis heureux d'avoir eu l'occasion, hier, de fournir aux Canadiens une mise à jour de notre situation économique. De cette façon, nous avons montré aux Canadiens de quelle manière nous allons réaliser nos plans. Vous vous rappellerez que dans le budget de 2016, nous avons fait un effort considérable pour améliorer la vie des Canadiens de la classe moyenne. Ces efforts commencent tout juste à se faire sentir dans l'économie.

L'Allocation canadienne pour enfants, qui est importante pour les familles canadiennes, a commencé à être versée le 20 juillet. Dans le budget de mars, nous avons annoncé un financement de l'infrastructure de 14 milliards de dollars... Bien sûr, pour agir de manière responsable, nous devons négocier des ententes, comme nous l'avons fait avec les universités et les provinces et territoires pendant l'été. Ces ententes ont maintenant été signées, et les projets vont maintenant pouvoir démarrer.

**M. Ron Liepert:** Non, je...

**L'hon. Bill Morneau:** Nous nous attendons à ce que la création d'emplois que nous avons prévue dans le budget de 2016 se réalisera, et c'est ce que nous nous efforçons de faire pour les Canadiens.

**M. Ron Liepert:** J'apprécie le fait que vous ayez reconnu que pas un seul nouvel emploi net n'a été créé.

Cependant, j'aimerais passer à un autre sujet, et c'est celui de l'infrastructure. Quelque 800 projets ont été approuvés, or selon la plus récente étude de Bloomberg, il n'y en a qu'un seul qui a démarré, et ce dans ma province, à Whitecourt, en Alberta.

À votre connaissance, y a-t-il d'autres projets en cours d'exécution ou est-ce exact qu'il n'y a qu'un seul projet qui a débuté depuis l'annonce du financement de l'infrastructure dans le budget?

**L'hon. Bill Morneau:** Vous imaginez bien que nous travaillons fort pour nous assurer que le financement que nous avons annoncé dans le budget de 2016 sera utilisé de manière responsable et nous ferons de même pour les annonces que j'ai faites hier. Notre tâche est de déterminer de quelle manière nous pouvons avoir la plus grande incidence positive sur notre économie, comment nous pouvons le mieux aider les Canadiens en créant de bons emplois, et pour cela il faut faire des investissements audacieux et les réaliser de manière responsable.

C'est ce que nous faisons. Nous nous assurons que tous les projets seront réalisés de manière responsable afin d'avoir la plus grande incidence possible.

**Le président:** Merci à vous deux.

C'est maintenant le tour de M. Grewal, et puis, monsieur Caron, vous aurez quelques minutes. Nous reviendrons ensuite à M. Ouellette pour cinq minutes.

Monsieur Grewal, la parole est à vous.

**M. Raj Grewal (Brampton-Est, Lib.):** Merci, monsieur le président, et merci à vous, monsieur le ministre, d'être parmi nous aujourd'hui.

Changeons de sujet. Parlons de la direction générale de l'investissement direct étranger que vous allez créer.

Lorsque je pratiquais le droit des sociétés, j'ai constaté que des cabinets d'avocats gagnaient beaucoup d'argent en publiant des livres sur la façon de faire des affaires au Canada. Les Américains et les Européens ont d'excellentes choses à dire au sujet de notre pays, mais ils ont quelques plaintes concernant notre façon de faire des affaires. C'est ce qui restreint l'investissement direct étranger. Pourriez-vous nous parler des barrières à l'investissement direct étranger qui existent au Canada et de quelle manière ce nouvel organisme aidera à les réduire?

**L'hon. Bill Morneau:** Merci.

Le rôle de l'organisme Investir au Canada est de faire savoir aux autres pays que nous voulons qu'ils investissent chez nous à la condition que leurs investissements nous aident à créer des emplois ici et contribuent à notre objectif de développer notre économie. Nous savons qu'en même temps, nous allons devoir composer avec les difficultés auxquelles font face les investisseurs tout en leur présentant les possibilités d'investissements au Canada.

Nous pensons que nous pouvons mieux présenter ces possibilités et c'est ce que nous allons faire. Vous avez peut-être vu l'article dans la revue *The Economist* cette semaine qui traite de l'avantage canadien et qui explique que c'est une bonne idée d'investir au Canada, car nous avons une main-d'oeuvre forte, instruite et la capacité de tirer parti de notre grande diversité.

Les avantages, et certains des défis, sont aussi clairs. Nous allons nous attaquer à ces difficultés. Nous avons, entre autres choses, annoncé que nous allons augmenter à un milliard de dollars le seuil à partir duquel nous examinons les investissements étrangers. Nous faisons cela plus rapidement que prévu. Il sera ainsi plus facile d'investir au Canada.

Comme je l'ai déjà mentionné, on nous a dit que le Canada a vraiment besoin de pouvoir faire venir des gens talentueux d'ailleurs. Si une entreprise veut s'installer dans un autre pays et y créer 100 emplois, elle devra peut-être envoyer quelqu'un de son siège social pour implanter sa culture, sa technologie, son savoir-faire dans son nouvel établissement, alors nous allons lui permettre de le faire afin de faciliter son investissement et de lui donner la possibilité de créer des emplois ici.

Ce sont des décisions très importantes qui peuvent paver la voie au transfert d'expertises vers le Canada pour favoriser la création de meilleurs emplois pour les Canadiens et d'une économie plus vigoureuse à long terme.

● (1350)

**M. Raj Grewal:** Merci, monsieur le ministre.

À ce sujet, la politique d'immigration sera désormais étroitement liée à la politique économique. Le conseil consultatif que vous avez mis sur pied recommande une augmentation des seuils d'immigration, qui passeraient à 450 000 personnes par année. Il s'agit là d'une recommandation que j'appuie. Je sais cependant que ces changements de politique s'opèrent à longue échéance. Lorsqu'on sillonne le pays, on constate un écart entre les emplois recherchés et les emplois offerts. La pénurie de travailleurs qualifiés explique le taux de chômage encore assez élevé.

À votre avis, l'augmentation des seuils d'immigration aiderait-elle ou nuirait-elle à la création d'emplois au pays?

**L'hon. Bill Morneau:** Oui, le conseil consultatif sur la croissance et moi voulons nous assurer que les Canadiens détiennent les compétences requises pour obtenir les emplois de l'avenir. Nous ne connaissons toujours pas bon nombre de ces emplois, c'est pourquoi

nous misons sur une approche qui peut s'adapter constamment aux besoins en matière de compétences.

Nous devons aussi veiller à ce que les Canadiens aient accès aux renseignements nécessaires pour choisir leurs études, en vue de saisir les débouchés futurs. Nous examinons de près les emplois et les études de l'avenir dont nous voudrions parler avec les Canadiens.

Pour ce qui concerne l'immigration, notre capacité d'accueil au pays constitue, selon nous, une de nos forces durables. L'immigration génère de la croissance à long terme. Comme vous l'avez dit, nous devons nous assurer à court terme d'aider les immigrants que nous invitons ici, et c'est ce que nous faisons.

Le conseil consultatif a proposé d'augmenter les seuils d'immigration. Il s'agit d'une idée ambitieuse que soutient notre gouvernement. Il importe également de mener à bien notre travail actuel. L'annonce du 1<sup>er</sup> novembre sur le seuil de 300 000 immigrants signale que nous voulons faire tout notre possible pour aider les nouveaux arrivants et nous assurer une croissance continue.

**Le président:** Merci à vous.

Monsieur Caron, vous avez le temps de poser une question.

[Français]

**M. Guy Caron:** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai une brève question à poser.

Dans les coffres de cette fameuse Banque de l'infrastructure du Canada qui va être créée, on dit qu'il y aura 1 \$ d'argent public pour, on l'espère, 4 \$ d'argent privé. Je crois qu'il est clair que le secteur privé, que ce soit par l'entremise des fonds de pension, des fonds d'équité privés ou autres, ne va pas investir par simple générosité. Il va vouloir un rendement.

Comment des infrastructures publiques vont-elles obtenir ce rendement pour les investisseurs privés, si ce n'est pas par l'établissement de frais pour les usagers, de frais de péage ou par l'augmentation des frais existants?

**L'hon. Bill Morneau:** Je voudrais commencer par expliquer que notre décision d'avoir une Banque de l'infrastructure découle d'une observation selon laquelle il est possible de trouver des gens, des investisseurs institutionnels ou des fonds de pension qui veulent investir dans l'infrastructure dans le monde. Comme vous l'avez dit, c'est important pour eux.

D'autre part, nous comprenons qu'il est important pour nous d'avoir davantage d'activités, d'infrastructures et de possibilités pour des projets qui peuvent générer des changements. C'est notre objectif. Ensemble, nous pouvons donc trouver des projets qui seront pertinents pour les investisseurs et qui le seront aussi pour les Canadiens et les Canadiennes. De cette manière, nous aurons la possibilité d'avoir davantage de projets plus rapidement et qui seront susceptibles de générer des changements avec d'autres investissements.

● (1355)

[Traduction]

**M. Guy Caron:** Cette réponse était bien plus longue que ma question.

**Le président:** La parole est à M. Ouellette.

[Français]

**M. Robert-Falcon Ouellette (Winnipeg-Centre, Lib.):** Je vous remercie beaucoup, monsieur Morneau, d'être ici parmi nous aujourd'hui.

Ce que j'adore à propos de notre gouvernement, c'est que c'est lui qui va essayer de vaincre la pauvreté infantile qui existe à l'heure actuelle .

[Traduction]

Je suis très fier que notre gouvernement cherche à éradiquer la pauvreté infantile, car la pauvreté n'améliore ni l'économie, ni les conditions de vie. Je suis très fier des mesures que vous avez prises à cet égard. Il est parfois tout à fait valable d'enregistrer des déficits. Les mesures que nous appliquons sont très positives.

J'aimerais reparler de la banque de l'infrastructure, dont je ne suis pas encore complètement convaincu. Je vais vous demander des comptes, même si je suis dans le parti ministériel. J'aimerais mieux comprendre les échéances et certains types de projets que vous examinez, car bon nombre d'entre eux pourraient être très modestes. À votre avis, à quel moment la banque de l'infrastructure sera-t-elle pleinement fonctionnelle dans l'économie canadienne?

**L'hon. Bill Morneau:** Votre question porte sur deux sujets.

J'aimerais commencer par la pauvreté infantile, car j'ai entendu certains commentaires. La Prestation fiscale canadienne pour enfants que nous avons instaurée dans le budget de 2016 profite à 3,2 millions de familles. En 2017, il y aura 40 % moins d'enfants vivant dans la pauvreté qu'en 2014. Je n'arrive pas à comprendre que dans un pays aussi riche que le nôtre, quelqu'un puisse dire que la réduction de la pauvreté ne constitue pas un objectif essentiel. Je m'étonne que tous les partis à la Chambre des communes ne s'entendent pas là-dessus. Je suis immensément fier des efforts que nous avons déployés. Nous serons tous très fiers du temps consacré à examiner la pauvreté infantile en chambre, si nous parvenons à l'éradiquer dans 10 ou 20 ans. J'en suis convaincu, car nous pourrions en mesurer les résultats tangibles à long terme.

La Banque de l'infrastructure du Canada va se traduire par des bénéfices durables. Elle va nous aider à tirer profit de nos efforts. En réponse à votre question sur les échéances, nous voulons procéder rapidement en présentant une mesure législative dans notre budget de 2017. La banque devrait entamer ses activités en 2017. Nous allons élaborer un cadre pour les projets soumis à son examen. Je ne connais pas encore les projets qui seront financés, mais je peux vous donner des exemples.

À Montréal, la Caisse de dépôt et le réseau de transport en commun collaborent avec le gouvernement du Québec aux types de projets d'investissement en infrastructure qui inspirent notre vision et qui améliorent durablement la vie des retraités, aux yeux des fonctionnaires de fonds de pension du secteur public comme la Caisse de dépôt. Ce projet va améliorer la vie des Montréalais en accélérant leur déplacement entre le travail et la maison. Nous ne pourrions pas réaliser rapidement les grands projets qui vont transformer le pays sans rassembler davantage de fonds dans le secteur. C'est l'objectif que nous nous sommes fixé.

Je tiens à assurer à M. Caron et aux autres députés que tous les grands investissements en infrastructure ne passeront pas par la Banque de l'infrastructure, car elle ne s'y prêtera pas dans bien des cas. Toutefois, d'autres projets conviendront mieux et entraîneront des effets qui profiteront sans délai aux Canadiens et qui stimuleront fortement l'économie, car il s'agit d'une initiative sans précédent dans le monde. Tel est notre objectif.

● (1400)

**Le président:** Monsieur Ouellette, vous pouvez poser une question très brève.

Très bien, nous allons en rester là.

Durant leur témoignage devant le Comité, les représentants de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada ont dit qu'ils n'investissaient pas beaucoup dans l'infrastructure au Canada et qu'ils ne s'intéressaient qu'aux projets d'environ 500 millions de dollars ou plus un peu partout dans le monde. Vous voudrez peut-être jeter un coup d'oeil à la transcription si ce n'est déjà fait, monsieur le ministre.

Vous saviez sans doute avant de venir ici qu'il existe des divergences d'opinions au sein du Comité quant à la politique économique, mais je pense que nous sommes tous reconnaissants que vous ayez présenté votre mise à jour économique de l'automne à la Chambre des communes. C'est bel et bien là qu'elle doit se faire, à mon avis. Nous vous remercions aussi de témoigner ici aujourd'hui moins de 24 heures après cette mise à jour. Je présume que c'est comme un banc d'essai pour la période de questions.

**L'hon. Bill Morneau:** Nous verrons bien. On me posera peut-être d'autres questions en chambre.

**Le président:** Sur ce, nous vous remercions tous les deux d'être venus, monsieur le ministre et monsieur le sous-ministre.

La séance est levée.







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>